

Edito

L'Union a d'autres chats à fouetter

Par Olivier le Bussy

La partie de poker menteur entre dans sa phase décisive. D'un côté de la table se trouve le Premier ministre britannique qui entend "redéfinir" la relation de son pays à l'Union européenne. Le bluffeur Cameron agite la carte du référendum et menace de faire campagne pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE s'il n'obtient pas ce qu'il veut. A l'autre bout sont inconfortablement installés ses vingt-sept partenaires et les institutions européennes, prêts à beaucoup de concessions pour éviter le Brexit, sans pour autant saborder les principes fondateurs de l'Union (qui a dit : quadrature du cercle?).

Négociateur en chef, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a joué cartes sur table en présentant mardi ses propositions pour répondre aux demandes britanniques. Le Polonais est allé (relativement) loin pour satisfaire aux exigences de M. Cameron, en termes de sou-

veraineté des Parlements nationaux (lisez : de Westminster), de limitation de l'accès aux aides sociales pour les ressortissants européens installés outre-Manche ou de droit de regard britannique sur l'approfondissement de la zone euro – dont, douce ironie, le Royaume-Uni refuse absolument de faire partie.

Le sommet de mi-février dira si le marché est acceptable pour les autres capitales. Il est déjà clair que pour le Royaume-Uni, ce ne sera jamais vraiment suffisant. Que l'Union européenne doive être réformée, pour être plus efficace et plus démocratique, est une évidence. Mais pas comme Londres l'entend. L'urgence est de raffermir, améliorer, consolider ce qui existe, avec ceux (s'il en est encore) qui le voudront. Plutôt que couper les cheveux en quatre dans l'espoir vain de contenter un pays qui n'a jamais soutenu, et ne soutiendra jamais une intégration plus poussée.